

J. GOTOVITCH, *Le Parti Communiste de Belgique 1939-1940. Stratégie nationale et pratique locale: la Fédération Bruxelloise*, U.L.B., 1988, Promoteur: J. Stengers.

Depuis l'instauration du Suffrage Universel en Belgique, la distribution du paysage entre les trois grandes familles politiques a laissé peu de place aux prétendants éventuels.

A partir de 1932 cependant, le Parti Communiste a réussi à s'y inscrire, s'y maintenir et s'y développer jusqu'à constituer au lendemain de la guerre ce que d'aucuns ont considéré comme une véritable hypothèque sur l'avenir de la société belge.

Traditions et conventions s'accordent pour lier l'enracinement et l'épanouissement du P.C.B. à son rôle sous l'occupation, comme son déclin à la guerre froide.

Cette hypothèse, qui s'étend d'ailleurs à l'ensemble des partis communistes de l'Ouest européen, relève d'une conception quelque peu mécaniste de l'histoire et ne rend en rien compte de la disparité des reflux observés dans ces mêmes partis au cours des années de glace.

Tout élémentaire qu'il soit, ce constat nous force à recourir à l'analyse de chaque cas particulier, à l'histoire nationale dans laquelle s'insère le P.C.

Pour la Belgique, l'approche intuitive des données connues nous a amené à renverser la problématique traditionnelle. Nous nous sommes demandé si les raisons spécifiques du déclin rapide du P.C.B. observé dès 1947-1948 et matérialisé par les résultats électoraux de 1949 n'étaient pas décelables dans la période considérée généralement comme celle de ses plus grands succès. En d'autres termes, nous avons tenté d'examiner si les éléments perçus comme la matérialisation de sa puissance n'avaient pas généré eux-mêmes perte de substance et marginalisation. Dans cette perspective iconoclaste, le sommet électoral de 1946, plus haut score jamais atteint par le Parti en Belgique, n'aurait pas été la victoire consacrant la force acquise à travers la guerre, mais bien la première des défaites de l'après-guerre.

Ainsi posée, notre problématique nous renvoie à la place du P.C. au sein de la société belge et notre sujet acquiert une dimension à la mesure de celle-ci. Il nous introduit en effet au coeur de l'histoire politique de la guerre et de ses suites immédiates, période à peine étudiée jusqu'ici par les historiens.

Deux questions liminaires surgissent alors dont la moins délicate n'est sans doute pas le rapport de l'auteur à son sujet.

L'histoire du Parti Communiste a longtemps constitué un territoire miné pour le chercheur, sommé par tous côtés de prendre parti. Je présentais, en l'occurrence, un cas à haut risque. Ayant grandi dans le sérail, j'avais adopté, adolescent, la guerre d'Espagne et la Résistance comme "souvenirs héroïques non vécus" selon la belle expression de Régis Debray.

La familiarité de l'objet étudié a donc pu faciliter l'approche des sources mais a rendu plus ardue encore la rupture affective que le chercheur doit obligatoirement consommer pour écrire.

Traiter et faire accepter le P.C. comme un objet d'analyse pareil à tout autre sont donc les postulats de base de notre démarche. Nous souscrivons par ailleurs entièrement à l'idée chère à Marc Bloch, selon laquelle l'observation passive ne féconde pas l'histoire. Notre conviction est qu'une certaine passion stimule au contraire l'esprit critique.

Le second préalable méthodologique tient à l'objet même de l'étude. Le Parti Communiste intègre en permanence l'histoire à son discours, en nourrit son argumentation. Dans ce contexte, la guerre revêt une signification toute particulière. Pour la plupart des P.C. ouest-européens, elle constitue une période de légitimation, une référence obligée de la pédagogie militante, quasi une "refondation" du parti.

Porter sur ces années, l'arme acérée de la critique historique, c'est fouailler la mémoire collective communiste dans une séquence particulièrement chargée d'émotions. Car l'absence d'une tradition écrite n'a pas empêché que se forge dans les esprits à la libération, l'épopée partisane. Il s'est donc agi de détruire ce filtre pour accéder à la réalité des années de guerre.

Ces prémisses posées, restaient à définir l'angle ou plutôt les angles d'attaque. Intimement mêlée à l'histoire, la théorie fonde et justifie la pratique communiste. Elle nous fait obligation d'étudier les textes, de scruter les mots en veillant à tenir compte des divers lieux d'émission du discours: le PCB à Bruxelles évidemment, l'Internationale à Moscou, mais aussi, tant que faire se peut, son antenne bruxelloise. Il faut en effet chercher à saisir la dialectique liant ces différents pôles de direction.

C'est à ce prix que le chercheur pourra décoder la fameuse langue de bois communiste. Celle-ci relève pour une bonne part d'une projection du système fortement hiérarchisé dont elle est l'expression.

En période d'évolution de l'analyse, le discours charrie des éléments contradictoires produits par l'adjonction d'éléments de pensée nouveaux à côté des anciens. L'élimination de ceux-ci n'interviendra qu'après l'adoption officielle de la ligne nouvelle. Aussi ce travers autorise-t-il des lectures totalement opposées au gré des intentions. L'historien, lui, doit donc distinguer ce qui ressortit au passé de ce qui annonce l'avenir. Dans cette optique, nous pensons avoir fourni quelques lectures et documents nouveaux.

Mais s'en tenir là déboucherait sur une vision étriquée de l'histoire, alors même que le P.C. fait de la pratique la pierre de touche de toute théorie. Ce serait tomber à notre tour dans un travers dont il a fait souvent preuve: baptiser pratique ce qui n'est que discours sur la pratique.

La démarche nécessite de comptabiliser les *traces*: grèves, attentats, tracts, journaux. Cette approche, indispensable, demeure toutefois extérieure. Pour atteindre la réalité tout en réduisant les abstractions et les mythes trompeurs, "classe ouvrière," "travailleurs"; pour donner vérité aux chiffres, à une directive, un organisme, nous avons privilégié le médiateur par lequel les mots se font histoire, celui par qui tout passe et chez qui tout aboutit, celui qui assure en définitive le succès ou la défaite d'un parti: le militant.

Voulant étudier le Parti communiste dans son épaisseur réelle, nous avons été à la recherche des communistes et avons dès lors dressé la biographie collective de cet être collectif. On comprendra dès lors le choix opéré pour rendre cette démarche possible, d'une entité saisissable: la Fédération bruxelloise du P.C.. L'architecture du travail s'en trouve dès lors explicitée: un voyage constant de la stratégie internationale à la politique nationale, elle même confrontée à la pratique du terrain bruxellois.

Ce même balancement se retrouve au niveau des sources. Passons rapidement sur l'inexistante bibliographie belge du sujet. L'enquête orale a constitué une base essentielle de ce travail. Elle nous a confronté aux pièges de la mémoire communiste. En vertu des caractéristiques dégagées précédemment le militant communiste a peine à se mettre lui-même en scène. Il veut raconter "l'Histoire," et plus souvent encore, ce qu'il croit être l'image que le P.C. veut donner de la période concernée. Il sacrifie, comme sans intérêt, ce que l'historien attend précisément: le parcours individualisé. Les "pages blanches" constituent un autre élément classique, pages dont la mémoire des "renégates," des "traîtres" à été effacée. Mais il est un autre agent blanchissant, plus banal et plus fréquent qu'il n'y paraît: l'empreinte de ceux qui ont quitté le mouvement aussitôt après-guerre a été très rapidement recouverte, non seulement par les présents, mais également pour la gloire des héros sanctifiés de la geste partisane.

Il y a enfin le fameux "secret de parti." Nous en avons largement exploré les facettes et senti les aspérités. Non seulement il musèle les militants fidèles quarante ans après les faits, mais il étend ses effets jusqu'à certaines victimes d'exclusions pourtant dramatique. Nous sommes là en présence d'un des ressorts les plus caractéristiques de la subsociété communiste.

Mais il existe également ce que nous pourrions appeler la mémoire "a-communiste." Elle est l'apanage de ces adhérents frileux que la guerre froide éloigna et pour lesquels l'éphémère passage par le P.C. constitue une maladie honteuse à dissimuler. Dans plusieurs cas exemplaires – tels un ex-attaché de cabinet promu haut-fonctionnaire ou encore un commissaire retraité de la Sûreté de l'Etat – seule l'existence de documents irréfutables nous permet de préciser cet élément essentiel de la biographie de guerre que l'interviewé avait soigneusement occulté.

Ceci nous conduit à proclamer, après autres, la nécessité de disposer d'archives parallèles à l'enquête orale si celle-ci ne se limite pas à l'histoire des mentalités.

Pour notre bonheur de chercheur, la clandestinité communiste a largement répondu à cette exigence en produisant des documents en abondance. Il ne s'agit pas là d'un travers bureaucratique irresponsable, mais de la traduction en termes d'illégalité, de la volonté de contrôle d'une structure dont les éléments étaient inconnus les uns des autres. La discipline politique était à ce prix, que dire alors de la discipline des armes. Les rapports exigés du bas en haut de l'échelle, commentés à chaque fois par l'échelon supérieur, devaient éviter tout dérapage. L'histoire y trouve aujourd'hui largement son compte.

Encore fallait-il en retrouver les bribes sauvées de la destruction. Notre recherche des témoins parmi les militants, connus, anciens ou totalement oubliés nous a gratifié de fonds réellement miraculés qui nous ont autorisé à concevoir notre projet. Nous avons pu les éclairer par d'autres, plus institutionnels, jusque là inaccessibles ou inconnus: l'Institut du Marxisme-Léninisme de Moscou – une primeur –, le Front de l'Indépendance et bien entendu les archives du P.C.B. En particulier, pour quelques cas essentiels, nous avons pu disposer des dossiers de la Commission de Contrôle du P.C.B., aussi rigoureux que ceux d'une instruction judiciaire car fondés sur cette loi d'airain de la société communiste: "on ne ment pas au Parti!"

Cette approche personnalisée nous a permis d'engranger, parallèlement à l'analyse historique, une *ethnographie politique* du communiste belge, pendant modeste du célèbre essai d'Annie Kriegel. Nous avons ainsi tenté de mettre en scène les militants communistes, avec leur ferveur, leur héroïsme et leurs faiblesses.

Nous avons dégagé le caractère implacable, mais parfois incroyablement léger des rites et des lois de la société communiste sous l'occupation. Cette approche, essentielle à nos yeux pour rendre compte du phénomène communiste occupe une large place dans notre étude.

Mais nous nous limiterons ici à souligner quelques conclusions politiques en relation avec les interrogations posées au début de cet exposé.

Le tournant essentiel de la politique du P.C.B. sous l'occupation est l'abandon de la théorie des deux impérialismes et la désignation sans équivoque de l'occupant comme ennemi principal. Dans un précédent ouvrage, nous avons abouti à la conclusion que l'adoption de cette position s'était imposée par la pratique de la lutte sociale avant même qu'elle fût devenue ligne officielle de l'I.C.

Notre recherche nous révèle aujourd'hui que cette évolution ne fut pas seulement pragmatique. Réflexion et conceptualisation s'opérèrent simultanément. Le plus important cependant de la découverte est que la base du revirement résidait dans *la reconnaissance et la légitimation* par le P.C.B. d'une résistance anglophile animée par la bourgeoisie. Dans des thèses datées de janvier 1941 et demeurées inconnues jusqu'à ce jour, le Parti soulignait en effet le danger de voir la classe ouvrière s'enrôler dans ce combat sous leadership bourgeois. Il posait dès lors la nécessité de développer *une action de résistance autonome de la classe ouvrière*. Jusqu'en mai 1941, toutes les initiatives, toutes les propositions relèvent de cette volonté de créer l'instrument de cette politique nouvelle. La plateforme du Front de l'Indépendance – le Front Nationale en France – constitue l'aboutissement de cette recherche, avalisée au plan international. Car ce moment essentiel est l'un de ceux qui fondent notre vision d'une Belgique laboratoire de l'I.C. C'est notre conviction également pour la pédagogie de l'action armée. Notre pays et donc le P.C.B., peuvent jouer ce rôle car le système des relations sociales y est moins rigide qu'en France.

En vertu du mode de fonctionnement décrit précédemment, deux discours subsistent cependant: les appels à la révolution immédiate et les anathèmes d'une part, les invitations à l'union de l'autre. Le blocage est inévitable. L'entrée de l'URSS dans la

guerre rendra possible l'application de la stratégie nouvelle. Mais le secrétariat du P.C.B. y insère une dimension capitale. Décrétant la mobilisation totale, il insiste: "il s'agit de mettre fin aux bavardages sur la révolution." La leçon portera loin...

Instrument de la ligne nouvelle, le Front de l'Indépendance a été pensé en termes *d'alliance*, sur le modèle évident du Front Populaire, fruit d'un accord passé entre partis. Or, en 1941, dans la situation belge de l'occupation, il n'existe pas, ou pas encore, de groupes structurés – sans parler de partis – susceptibles de passer alliance. Le succès évident de F.I., dès l'année 1942, est donc le produit d'*adhésions individuelles*, sur base exclusive de la lutte pour l'indépendance. C'est bien ce que son organisation reflète, qui ne connaît en un premier temps que la représentation aléatoire de mouvements patriotiques politiquement asexués.

En 1943, en rapport évident avec la dissolution du Komintern d'une part, la création du conseil National de la Résistance en France de l'autre, dans un souci de légitimation et de représentativité vis à vis de Londres, le P.C. impose au sommet du F.I. un pluralisme explicitement politique. Il le transforme ainsi en un mini-parlement patriote composé d'hommes venus réellement de tous les horizons, mais sans représentativité politique effective. C'est d'ailleurs alors seulement que le Parti Communiste fait officiellement son entrée à tous les échelons dans les instances du F.I.

Le phénomène a plus de résonance qu'il y paraît. Le P.C.B. s'identifie totalement à la fiction pluraliste dont il est le créateur. Il joue pleinement le rôle qu'il s'y est dévolu et se persuade que ses interlocuteurs font de même et lui parlent d'égal, depuis leur enracinement dans la société belge. Le Parti engage dès lors ses cadres et ses militants sans compter. Ce résultat répond largement à son attente, mais sous une forme qu'il n'escomptait pas. Le F.I. devient un mouvement de masse qui revendique être *la* résistance, mais le P.C. y noie quelque peu sa force, dépassé par le succès. Le dialogue escompté n'a pas lieu, il n'y a pas d'interlocuteurs, uniquement des individus, disponibles et enthousiastes, qui n'engagent qu'eux-mêmes.

L'analyse des structures dirigeantes du F.I. révèle de surcroît que ce dernier rassemble essentiellement des cadres issus de la moyenne et de la petite bourgeoisie, dont beaucoup d'intellectuels.

On est très loin de l'organisation prévue comme instrument de l'action autonome de la classe ouvrière.

Celle-ci se déploie plus spécifiquement dans une structure parallèle, implantée par le P.C. dans les usines et les bureaux et qui constitue une création originale, les Comités de Lutte Syndicale. Ces comités connaissent de réels succès dans certaines régions, dans certaines professions. Mais un glissement s'est également opéré dans leur fonction. L'entreprise n'est plus le lieu de l'exploitation capitaliste, féroce dénoncée au début de l'occupation, mais bien le lieu du pillage hitlérien. Les C.L.S. sont devenus un des instruments de la lutte patriotique.

Imaginé dans cette optique pour assurer la grève insurrectionnelle et le Soulèvement National, bases de la stratégie communiste pour la libération, les Groupes de Combat aux Entreprises et les Milices Ouvrières demeurent lettre morte, tout comme le scénario dans lequel ils devaient opérer. On peut imaginer, sans pouvoir les mesurer, les conséquences capitales de ce non-accomplissement.

Ceci nous amène au rapport des forces à la libération. Alors que le P.C.B. et le F.I. se présentaient "comme des extrémistes de la lutte pour la libération" et interdisaient à leurs militants de planifier le futur, les forces traditionnelles de la société belge s'étaient reconstituées, revigorées, n'ayant donné que peu de prise à la répression. Elles s'attachent à verrouiller l'avenir en concluant le fameux pacte de solidarité sociale. P.C., F.I. et C.L.S. sont sciemment ignorés et, plus significatif encore, ignorent tout ce qui se trame.

C'est ici qu'à nos yeux se situe le noeud du problème. Avec le Front de l'Indépendance, le P.C.B. pense avoir enfin construit la structure de sociabilité qui lui permettra d'être une famille comme les autres dans la société belge. Comme le dit explicitement Jean Terfve: "le F.I. doit devenir un instrument essentiel de la politique du pays." Plus que jamais, le Parti s'identifie à la Résistance, par son action, les exigences posées, le vocabulaire et jusqu'à la symbolique: le maintien en armes joue à ce niveau plus qu'à tout autre. Assimilant Résistance à F.I., le Parti jette tout son poids dans la bataille pour l'imposer au pouvoir développant une véritable stratégie de la tension pour provoquer la rupture. C'est là tout le sens des journées de novembre 1944. Cette stratégie lui a réussi pour briser tout penchant à la collaboration en 1942-1943. Mais



avec la libération le rapport des forces réel reapparaît. L'Etat n'a pas changé de mains et les troupes alliées sont là pour le confirmer. La paradoxale liberté de l'occupation – tout pouvoir dire, tout pouvoir faire quand on en avait l'audace et qu'on en prenait les – cette licence totale a disparu.

Et surtout, dans cette tension, le F.I. montre clairement qu'il n'est pas un "zuil," une famille socio-politique. Il n'est qu'une force circonstancielle, née pour et liée à un objectif atteint et dépassé, la libération du pays. Son ciment est le passé proche, mais un passé que les forces traditionnelles ont hâté d'enterrer au plus tôt, au prix de quelques médailles et autres satisfactions honorifiques.

Plus marquant encore, alors qu'ils portaient en eux l'espoir légitime d'une structure syndicale future liée au Parti Communiste, les C.L.S. ont été lancés dans ce combat largement passéiste de novembre 1944. Ils y perdront une bonne part de crédibilité et de nombreux adhérents. Bien peu de cadres de l'ancienne maison syndicale les rejoindront. Là aussi l'avenir avait été hypothéqué.

Cette tension, voulue par le P.C. et acceptée par le pouvoir, a fait craquer l'unité et la force, toutes deux factices, de "la Résistance." Force tranquille du patriotisme et de la tradition, refusant tout détour par la rue et candidat au pouvoir, le P.S.B. est ainsi remis en selle, y compris dans le monde ouvrier, partiellement ébranlé dans sa fidélité.

Cependant, en définitive, ce ne sont pas les gendarmes de la rue de la Loi qui ont brisé, le 25 novembre 1944, les rêves du P.C.B. mais bien l'extraordinaire cohésion des segments traditionnels de la société belge.